

Législatives à venir/Après la publication des listes des candidats par le CGE

Le chant du cygne "des partis gazelles" ?



Photo : Wilfried Mbinah

Le pdt du FDC, Quentin ben Mongaryas...



Photo : Bandoma

... Le leader du Rassemblement des Gaulois, Max-Anicet Koumba...



Photo : Chris Oyame

...et le président du FAR, Léon Mbou Yembi, n'ont investi aucun candidat aux législatives.

J. KOMBILE MOUSSA-VOU
Libreville/Gabon

Abonnées aux grandes-messes et autres déclarations, plusieurs formations politiques ne se sont pas lancées dans la bataille.

QUE sont devenues les ambitions de certains responsables de partis qui, au terme des assises du Dialogue politique d'Angondjé, avaient affirmé, dans la foulée, leur intention de se présenter aux élections législatives le moment venu ? Force est de constater qu'après la publication, par le Centre gabonais des Elections (CGE), des listes des candidats devant prendre part à ce scrutin, toutes ces affirmations se sont avérées n'être que de simples intentions. Pour preuve, que ce soit le Rassemblement des Gaulois (RG) de Max-Anicet Koumba, le Front démocratique et culturel (FDC) de Quentin Ben Mongaryas, ou encore le Parti national gabonais

(PNG) de Christamond Nzamba-Mupigat, le Cercle Oméga (CO) de Marcel Ntchoreret, le Bloc des républicains démocrates (BRD) de M. Moutendi Pendi, etc., toutes ces écuries politiques brillent par leur absence. C'est à croire que tous ces "leaders" ont été réticents à se confronter au suffrage universel, de peur sans doute qu'une partie de l'opinion publique se rende compte qu'ils ne disposent véritablement pas d'assise populaire. D'autant que, il faut bien le reconnaître, notre environnement politique croule sous le poids des formations dont l'existence se résume, à quelques exceptions près, à la personnalité de leurs "présidents-fondateurs" et à celle de quelques parents mués en militants. C'est notamment le cas du mouvement "Gabon nouveau" de Mike Jocktane. Conscient sans doute de la réalité, l'ancien vice-président de l'Union nationale (UN) s'est résolu à ne plus se lancer dans la bataille des Législatives. Et dire qu'en fé-

vrier dernier, à la présentation officielle de sa structure, il avait annoncé, à coup de renfort médiatique, qu'il serait de la partie. Sans être aussi affirmatifs et exubérants, Moussavou King du Parti socialiste gabonais (PSG) et Mburu-Yi- Djako du Parti travailliste gabonais (PTG) n'ont pas non plus investi des candidats, tout en se gardant bien de se jeter eux-mêmes dans la course. Qui sait, peut-être attendent-ils, tout comme leurs autres compères, la prochaine grand-messe nationale ou des déclarations et autres conférences de presse pour se rappeler au bon vieux souvenir des uns et des autres. Et que dire du Forum africain pour la reconstruction (FAR) de Léon Mbou Yembi ? Ce dernier s'est vu incapable de positionner un candidat au département de la Mougala, une de ses anciennes places fortes. Ce qui pourrait accentuer le déclin de ce parti politique ou sceller définitivement sa disparition. C'est sans doute pour éviter que leurs écuries ne connais-

sent une issue aussi tragique que M. Mouang Mbadinda du Mouvement d'émancipation socialiste du peuple (MESP) a cru bon de présenter un candidat au 1er siège du département de la Basse-Banio, dans la province de la Nyanga. Ou que ses homologues de l'Union pour le progrès national (UPN), Aimé-Christ Boda, de l'Union démocratique et sociale (UDS), Hervé Ossamane-Aunouviet, ont décidé de briguer respectivement le 1er siège du département du Komo-Kango et celui de la commune de Lambaréné. Sans vouloir présager de quoique ce soit, leurs chances d'être sur les bancs de la prochaine Assemblée nationale sont quasi inexistantes. Comme quoi, pour ne pas disparaître de la scène, et se donner un semblant d'existence, l'essentiel est de participer. Tout compte fait, le scrutin du 6 octobre prochain pourrait déboucher sur un "nettoyage" du paysage politique national et entonner le chant du cygne de plusieurs "partis gazelles".

Éditorial

Panthères : les racines du mal

UNE fois encore notre pays vient de décider de ne pas renouveler le bail qui le lie à un entraîneur des Panthères, notre équipe fanion de Football, pour résultats insuffisants. La décision de limoger Jose Antonio Camacho, que les férus du sport roi et de nombreux Gabonais attendaient depuis des mois, paraît quelque peu tardive. Au regard du piètre bilan du sélectionneur espagnol, et des performances médiocres des Panthères, qui mêlent désormais la honte à la déception, au point que ce groupe est devenu la risée de la presse hexagonale.

Toutefois, si elle arrive à un moment inattendu, l'équipe nationale étant en course pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (Can) Cameroun-2019, force est de reconnaître que cette décision traduit la dure réalité du football en particulier, et du sport en général dans notre pays. Un entraîneur, quel qu'il soit, qui plus est quand il est recruté sur la base d'un contrat faramineux, est jugé sur ses résultats. Et quand ceux-ci sont en deçà des attentes de ceux qui l'ont recruté, il en paie le prix fort. Soit il est viré avant échéance, soit son contrat n'est pas renouvelé, comme c'est le cas pour Camacho.

Sauf à si méprendre, l'Espagnol, recruté par des dirigeants de l'instance faïtière mal inspirés, ne pouvait y échapper. Si ceux qui l'ont emmené pensaient avoir trouvé l'oiseau rare, l'autre "sorcier blanc" dont les Panthères avaient besoin pour se repositionner parmi les grandes nations émergentes du football africain, on peut dire que c'est raté. On en sort finalement avec quelqu'un revendiquant un statut de gourou aux incantations footballistiques bien creuses et sans grands effets. Pour autant, au-delà de la valse des entraîneurs, le spectacle auquel nous assistons avec les Panthères ne doit pas cacher le mal profond qui ronge notre équipe fanion. Un cancer pernicieux. En d'autres termes, l'éviction de Camacho, tout comme les limogeages successifs enregistrés par le passé dans ce milieu du football national, ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt. On ne le dira jamais assez, et tout le monde en convient, cet environnement est pourri, pollué de toute part par ses acteurs : joueurs, encadrement, membres de la fédération, dirigeants des clubs. Ce milieu est aussi gangrené par des hommes politiques qui, pour des raisons diverses, annihilent toutes actions allant dans le sens d'un meilleur développement de notre football. La réalité est celle-là, implacable. Elle ne saurait être éludée par ce seul limogeage. La pertinence de la récente décision sera jugée à l'aune des mesures salvatrices pour redonner vie à cette équipe.

Il faut donc, une fois pour toutes, tuer le mal à la racine en situant toutes les responsabilités dans ce naufrage qui s'avère collectif si l'on veut réellement apporter un nouveau souffle et des solutions durables à la crise qui secoue la sélection nationale en particulier, et le football gabonais en général. Car, virer Camacho sans faire un diagnostic clair, apporter des réponses aux problèmes qui minent les Panthères ne changerait rien à la donne, d'autant que les racines du mal vont toujours continuer à ronger les fondations de l'institution. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le risque est grand que les mêmes travers persistent. Avec les résultats que l'on connaît. Pour éviter cela, la seule volonté ne suffira pas. Il faut aussi une détermination sans faille et surtout du courage aux dirigeants fédéraux et aux autorités gouvernementales pour s'attaquer aux véritables causes et non plus adopter des postures proches de la frilosité et de la concussion, à l'instar de tous les profito-situationnistes qui ont, des années durant, pris en otage les Panthères.

Lin-Joël NDEMBET

Locales à venir/PDG/Commune de Ndzomoe

La tête de liste galvanise ses colistiers



Photo : Adjaô Ntouteume

La tête de liste PDG à Ndzomoe, Clarisse Ngningone...



Photo : Adjaô Ntouteume

... s'adressant aux membres de son état-major de campagne.

AN
Libreville/Gabon

LE siège provisoire des locaux abritant les services de la mairie de la commune de Ndzomoe au quartier Lalala-Dakar a servi de cadre, récemment, à la rencontre entre la tête de liste du Parti démocrati-

que gabonais (PDG) aux locales dans la Commune de Ndzomoe, Clarisse Ngningone et l'ensemble de ses colistiers et autres cadres de son état-major de campagne. Il s'est agi essentiellement de peaufiner, dans une démarche collective, les stratégies de campagne, d'élaborer une feuille de route de manière à occuper rationnellement le terrain

dès le 25 septembre prochain date d'ouverture officielle de la campagne électorale des élections législatives et locales. Avec comme objectif avoué, selon Clarisse Ngningone, de rafler l'ensemble des 15 sièges de conseillers qui composent le Conseil municipal de la commune de Ndzomoe. Tout en ne négligeant pas l'adversité des autres formations poli-

tiques en présence. D'où son appel à mettre de côté les frustrations et autres comportements pouvant affaiblir, de quelque manière que ce soit, leur formation politique. De même, elle a invité ses "camarades à se munir des outils stratégiques du maillage du terrain pour aborder cette compétition électorale dans la cohésion et la détermination, gages du succès". Quoiqu'il en soit, à entendre certains notables du département du Komo-Océan, la candidature de Clarisse Ngningone est synonyme "de réels espoirs pour les populations". D'autant que, selon eux, cette femme d'expérience et d'action a toujours été à leurs côtés. À noter que Clarisse Ngningone fut la première maire de la commune de Ndzomoe, qu'elle a dirigé de 2008 à 2013.